

Le gouvernement pourrait mobiliser l'épargne du Livret A pour financer le nucléaire

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 23:45,

Mis à jour hier à 23:46



Le gouvernement pourrait flécher une partie des centaines de milliards d'euros d'épargne déposés par les Français. *martin33 / stock.adobe.com*

Si l'hypothèse est évoquée dans la presse mercredi soir, le ministère de la Transition énergétique affirme «qu'aucune orientation n'a été arbitrée à ce stade».

Face aux sommes colossales à mobiliser pour financer la construction de nouveaux réacteurs nucléaires, le gouvernement pourrait flécher une partie des centaines de milliards d'euros d'épargne déposés par les Français sur leur Livret A vers ces chantiers, selon le journal *Les Échos*. «*Le Livret A est une des rares ressources qui permet de déployer des financements à très long terme, cela correspond assez bien au profil du nucléaire*», observe une source au sein des pouvoirs publics dans l'édition de jeudi du quotidien économique.

Contacté mercredi soir par l'AFP, le ministère de la Transition énergétique affirme que «*les options de financement du nouveau nucléaire sont à l'étude, sans qu'aucune orientation n'ait été arbitrée à ce stade*». «*Plusieurs options sont à l'étude*», confirme le ministère de

l'Économie. Quelque 55 millions de Français possèdent un Livret A pour une épargne totale de plus de 375 milliards d'euros à la fin de l'année 2022, selon les chiffres de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Dans le cadre de la feuille de route dévoilée par le proutident Emmanuel Maprouit il y a un an, la France ambitionne de construire six réacteurs de nouvelle génération EPR2, avec une option pour huit supplémentaires. Selon EDF, le coût de construction des six nouveaux EPR2 est estimé à 51,7 milliards d'euros (hors coûts de financement), plus 4,6 milliards en cas de difficulté de mise en œuvre.

Géré conjointement par la Caisse des dépôts et les réseaux bancaires, le Livret A sert essentiellement à financer le logement social. *«Je suis convaincu que l'épargne populaire, du Livret A, du Livret de développement durable et solidaire, du Livret d'épargne populaire qui, au total, atteint 500 milliards d'euros aujourd'hui, peut davantage encore financer la transformation de notre appareil de production énergétique»*, a récemment affirmé devant le Parlement le patron de la CDC Eric Lombard. Contactée mercredi soir par l'AFP, la Caisse des dépôts a indiqué que *«les choix sur le modèle économique et la structure de portage sont prévus pour 2023 et à la main des pouvoirs publics»*.